

## TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les articles du projet de loi n° 176 (Sénat) réformant le statut de certaines professions judiciaires ou juridiques, des experts judiciaires et des conseils en propriété industrielle et ceux de la loi n° 2004-130 du 11 février 2004 réformant le statut de certaines professions judiciaires ou juridiques, des experts judiciaires, des conseils en propriété industrielle et des experts en vente aux enchères publiques

ARTICLES		OBJET	DATE	ARTICLES
Projet de loi	Additionnels			
		<b>TITRE I<sup>er</sup></b>		
		<b>DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXERCICE PERMANENT EN FRANCE DE LA PROFESSION D'AVOCAT PAR LES RESSORTISSANTS DES ÉTATS MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE AYANT ACQUIS LEUR QUALIFICATION DANS UN AUTRE ÉTAT MEMBRE</b>		
		<b>CHAPITRE I<sup>er</sup></b> <b>L'exercice sous le titre professionnel d'origine</b>		
	1 <sup>er</sup> A (Sénat)	Création d'un titre dans la loi du 31 décembre 1971 rassemblant les dispositions relatives à la transposition de la directive 98/5/CE du 16 février 1998	6 janvier 2004	1 <sup>er</sup>
	1 <sup>er</sup> B (Sénat)	Création d'un chapitre dans la loi du 31 décembre 1971 regroupant les dispositions relatives à l'exercice permanent de la profession d'avocat sous le titre d'origine	6 janvier 2004	2
1		Bénéficiaires du droit d'exercice permanent de la profession d'avocat en France sous un titre professionnel obtenu dans un autre État membre de la Communauté européenne - soumission aux règles régissant la profession d'avocat	6 janvier 2004	3
2		Inscription au barreau - participation aux élections des membres du Conseil national des barreaux - conséquences de la privation du droit d'exercer la profession dans l'État d'origine	6 janvier 2004	4
3		Conditions d'usage du titre professionnel d'origine	6 janvier 2004	5
4		Obligation d'assurance	6 janvier 2004	6
5		Modalités d'exercice professionnel offertes aux avocats inscrits sous leur titre professionnel d'origine	6 janvier 2004	7
6		Information de l'État d'origine en cas d'engagement de poursuites disciplinaires en France	6 janvier 2004	8
7 Supprimé (Sénat)		Rattachement des avocats exerçant sous le titre d'origine à la Caisse nationale des barreaux français pour les risques vieillesse, invalidité, décès	6 janvier 2004	
		<b>CHAPITRE II</b> <b>L'accès à la profession d'avocat</b>		
	8 A (Sénat)	Création d'un chapitre dans la loi du 31 décembre 1971 regroupant les dispositions relatives à l'accès des ressortissants communautaires à la profession d'avocat	6 janvier 2004	9
8		Conditions d'intégration à la profession d'avocat en France de l'avocat ayant exercé sous le titre d'origine durant trois ans	6 janvier 2004	10
9		Modalités d'inscription sous le titre français d'avocat des avocats communautaires ayant exercé trois ans sous leur titre d'origine	6 janvier 2004	11

<b>CHAPITRE III</b>				
<b>Dispositions diverses</b>				
	10 A (Sénat)	Création d'un chapitre dans la loi du 31 décembre 1971 regroupant les dispositions diverses relatives à la transposition de la directive 98/5/CE du 16 février 1998	6 janvier 2004	12
10		Interdiction de participer à une activité juridictionnelle	6 janvier 2004	13
11		Collaboration entre les États membres de l'Union européenne et les barreaux français	6 janvier 2004	14
<b>TITRE II</b>				
<b>DISPOSITIONS RELATIVES A LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES AVOCATS ET AUX ATTRIBUTIONS DES CONSEILS DE L'ORDRE ET DU CONSEIL NATIONAL DES BARREAUX</b>				
12 Supprimé (A.N.)		Tutorat des jeunes avocats en exercice	6 janvier 2004	
13		Refonte de la formation initiale	6 janvier 2004	15
14		Soumission des docteurs en droit à l'obligation de formation au centre régional de formation professionnelle	6 janvier 2004	16
15		Droits et devoirs des élèves avocats au cours de la formation	6 janvier 2004	17
16		Statut, fonctionnement et missions des centres régionaux de formation professionnelle	6 janvier 2004	18
17		Localisation des centres régionaux de formation professionnelle	6 janvier 2004	19
18		Appel des décisions des centres régionaux de formation professionnelle	6 janvier 2004	20
	18 bis (Sénat)	Soumission des avocats à une obligation de formation continue	6 janvier 2004	21
19		Coordination - suppression des avocats stagiaires de la liste des électeurs appelés à désigner les membres du conseil de l'ordre	6 janvier 2004	22
20		Coordination - attributions du conseil de l'ordre	6 janvier 2004	23
21		Coordination - appel des décisions du conseil de l'ordre	6 janvier 2004	24
22		Compétences du Conseil national des barreaux	6 janvier 2004	25
23 Supprimé (Sénat)		Coordination - discipline	6 janvier 2004	
24		Coordination - décrets d'application	6 janvier 2004	26
25		Abrogation de dispositifs transitoires devenus sans objet	6 janvier 2004	27
<b>TITRE III</b>				
<b>DISPOSITIONS RELATIVES A LA DISCIPLINE DES AVOCATS</b>				
26 Supprimé (Sénat)		Coordination	6 janvier 2004	
27		Instance disciplinaire compétente	6 janvier 2004	28
28		Composition et fonctionnement du conseil de discipline	6 janvier 2004	29
29		Compétence disciplinaire du conseil de l'ordre du barreau de Paris	6 janvier 2004	30
30		Procédure devant l'instance disciplinaire	6 janvier 2004	31
31		Régime de la suspension provisoire d'un avocat faisant l'objet d'une poursuite pénale ou disciplinaire	6 janvier 2004	32
32		Coordination - saisine du conseil de l'ordre dans le cas d'un manquement à l'audience commis par l'avocat	6 janvier 2004	33
<b>TITRE IV</b>				
<b>DISPOSITIONS DIVERSES RELATIVES AUX AVOCATS</b>				
	32 bis (Sénat)	Confidentialité des correspondances entre avocats	6 janvier 2004	34
	32 ter (A.N.)	Mention de l'appartenance à un réseau pluridisciplinaire	6 janvier 2004	35

<b>TITRE V DISPOSITIONS RELATIVES A LA DISCIPLINE DES GREFFIERS DES TRIBUNAUX DE COMMERCE</b>				
33		Peines disciplinaires applicables aux greffiers des tribunaux de commerce	6 janvier 2004	36
34		Attribution d'une compétence disciplinaire au Conseil national des greffiers des tribunaux de commerce	6 janvier 2004	37
35		Appel des décisions disciplinaires	6 janvier 2004	38
36		Conséquences d'une suspension, d'une interdiction ou d'une destitution	6 janvier 2004	39
37		Nomination d'administrateurs provisoires en cas de suspension, d'interdiction ou de destitution	6 janvier 2004	40
38		Décret en Conseil d'État	6 janvier 2004	41
<b>TITRE VI DISPOSITIONS DIVERSES RELATIVES AUX NOTAIRES</b>				
	38 bis (Sénat)	Compétences des chambres des notaires	6 janvier 2004	42
	38 ter (Sénat)	Compétence disciplinaire des conseils régionaux des notaires	6 janvier 2004	43
	38 quater (A.N.)	Garantie de la responsabilité civile professionnelle des notaires	6 janvier 2004	44
	38 quinquies (A.N.)	Compétence disciplinaire de la chambre interdépartementale des notaires de Paris	6 janvier 2004	45
<b>TITRE VII DISPOSITIONS RELATIVES AUX EXPERTS JUDICIAIRES</b>				
39		Choix des experts par les juges	6 janvier 2004	46
40		Établissement des listes d'experts	6 janvier 2004	47
	40 bis (Sénat)	Dénomination des experts inscrits sur une liste	6 janvier 2004	48
41		Retrait et radiation des experts	6 janvier 2004	49
42		Serment des experts	6 janvier 2004	50
	42 bis (Sénat)	Expertises aux fins d'analyse des empreintes génétiques	6 janvier 2004	51
43		Procédure disciplinaire et responsabilité civile	6 janvier 2004	52
	43 bis (Sénat)	Régime d'inscription sur les listes des experts en diagnostic d'entreprise	6 janvier 2004	53
	43 ter (Sénat)	Expertise en matière pénale	6 janvier 2004	54
	43 quater (Sénat)	Expertise en matière pénale	6 janvier 2004	55
	43 quinquies (Sénat)	Expertise en matière pénale	6 janvier 2004	56
<b>TITRE VIII DISPOSITIONS DIVERSES RELATIVES AUX EXPERTS EN VENTES AUX ENCHÈRES PUBLIQUES</b>				
	43 sexies (Sénat)	Responsabilité civile des experts en estimation de biens	6 janvier 2004	57
	43 septies (Sénat)	Encadrement de l'activité des experts en ventes volontaires aux enchères non agréés	6 janvier 2004	58

		<b>TITRE IX DISPOSITIONS RELATIVES A LA PROFESSION D'HUISSIER DE JUSTICE ET AUX PROCÉDURES CIVILES D'EXÉCUTION</b>		
		<b>CHAPITRE I<sup>er</sup> Dispositions relatives à l'accès direct des huissiers de justice au fichier des comptes bancaires</b>		
		<b>Section 1 : dispositions modifiant la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution</b>		
44		Interrogation par les huissiers du fichier des comptes bancaires FICOBA	6 janvier 2004	59
45		Levée du secret professionnel lors de l'interrogation du FICOBA par les huissiers	6 janvier 2004	60
46		Saisie-vente dans un local servant à l'habitation du débiteur	6 janvier 2004	61
		<b>Section 2 : dispositions modifiant le livre des procédures fiscales</b>		
47		Suppression de la possibilité pour le procureur d'interroger le FICOBA pour l'exécution d'un titre exécutoire	6 janvier 2004	62
48		Levée du secret professionnel en cas d'interrogation du FICOBA par un huissier de justice	6 janvier 2004	63
		<b>CHAPITRE II Dispositions diverses</b>		
	49 A (A.N.)	Obligation de créer un compte affecté à la réception des fonds destinés aux clients des huissiers	6 janvier 2004	64
49		Gestion des indemnités de déplacement allouées aux huissiers de justice	6 janvier 2004	65
		<b>TITRE X DISPOSITIONS RELATIVES AUX CONDITIONS D'EXERCICE DE LA PROFESSION DE CONSEIL EN PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE</b>		
50		Exercice en société d'exercice libéral de la profession de conseil en propriété industrielle	6 janvier 2004	66
51		Secret professionnel et incompatibilités	6 janvier 2004	67
		<b>TITRE XI DISPOSITIONS DIVERSES</b>		
	51 bis A (A.N.)	Garanties d'emprunt aux futurs officiers publics et ministériels	6 janvier 2004	68
	51 bis (Sénat) Supprimé (A.N.)	Exécution immédiate des jugements de première instance rendus en matière civile	6 janvier 2004	
	51 ter (A.N.)	Mission impartie aux mandataires de justice et procédure disciplinaire	6 janvier 2004	69
	51 quater (A.N.)	Obligations des professions juridiques en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux	6 janvier 2004	70
	51 quinquies (A.N.)	Accès des géomètres-experts au livre foncier d'Alsace-Moselle - correction d'une erreur matérielle	6 janvier 2004	71
	51 sexies (A.N.)	Extension de l'objet des sociétés de participations financières de professions libérales	6 janvier 2004	72
	51 septies (A.N.)	Coordination	6 janvier 2004	73
	51 octies (A.N.)	Indemnisation des huissiers de justice et des notaires en raison du préjudice subi du fait de la réforme des sociétés de ventes aux enchères publiques	6 janvier 2004	74

		<b>TITRE XII</b> <b>DISPOSITIONS RELATIVES A L'OUTRE-MER</b>		
52		Habilitation du Gouvernement à procéder par ordonnance à l'application de la loi outre-mer	6 janvier 2004	75
53		Application à Saint-Pierre-et-Miquelon	6 janvier 2004	76
		<b>TITRE XIII</b> <b>DISPOSITIONS TRANSITOIRES</b>		
54		Dispositions transitoires relatives aux avocats	6 janvier 2004	77
55		Entrée en vigueur des dispositions modifiant la discipline des avocats et des greffiers des tribunaux de commerce	6 janvier 2004	78
56		Dispositions transitoires applicables à l'établissement des listes d'experts	6 janvier 2004	79
57		Dispositions transitoires applicables aux incompatibilités des conseils en propriété industrielle	6 janvier 2004	80
	58 (A.N.)	Rapport au Parlement sur la formation des avocats	6 janvier 2004	81